

« Comprendre les trajectoires individuelles et la régulation politique des problèmes d'exclusion »



Une famille vivant dans le squat. Photo:
Nasser Tafferant

Des chercheurs du **Pôle de recherche national suisse LIVES** ont analysé et retracé l'histoire d'un squat urbain peuplé de migrants situé dans la région lausannoise. Cette recherche a donné lieu en parallèle à **une exposition**. Pour mieux comprendre les enjeux sociaux et politiques du phénomène étudié, nous avons interviewé M. Nasser Tafferant, chercheur au **Pôle national de recherche LIVES** et membre de l'équipe ayant investigué sur le squat.

Au plus fort de l'hiver, durant les premiers mois de l'année 2012 jusqu'à l'expulsion de ses habitants par les autorités en avril, une équipe du **Pôle de recherche LIVES** « surmonter la vulnérabilité : Perspective du parcours de vie » a mené une enquête en investiguant sur les cercles de relations amicales, familiales et de couples des habitants du squat des jardins familiaux de Vidy à Lausanne en Suisse. Cette recherche avait pour objectif de mieux comprendre les trajectoires des migrants vivant dans ces cabanons de fortune et les modes de régulation politique des problèmes d'exclusion sociale. L'enquête a, en parallèle, donné lieu à **une exposition intitulée « LIVING THE SQUAT, Countdown of an Expulsion »**, qui s'est tenue à **l'Université de Genève** du 15 au 29 juin 2012 et à la **Haute école de travail social et de santé de Lausanne** du 1er octobre au 1er novembre 2012. Elle visait à montrer au public la vie matérielle et sociale du squat à l'approche de son évacuation, tout en retraçant les parcours de vie de ses habitants à la croisée de deux regards : celui du chercheur et celui du photographe.

Voix d'Exils : Vous avez présenté **une exposition intitulée « Living the squat »** à Lausanne, en octobre dernier. Son sujet était la vie des migrants qui ont squatté les jardins familiaux de Vidy de janvier à avril 2012. Pouvez-vous nous dire quel était l'objectif de cette exposition ?

M. Nasser Tafferant : L'objectif de cette exposition a été de rapporter des éléments d'information concernant l'expérience vécue par certains migrants d'un squat à ciel ouvert, sous le regard des passants ordinaires, à proximité du quartier de la Bourdonnette. Il importe de signaler que nos observations ne portaient pas exclusivement sur les Roms, mais aussi sur d'autres individus en provenance de pays d'Europe et d'Amérique latine et du Sud (ces derniers migrants ayant d'abord transité par l'Espagne). Cela a son importance, puisque la stigmatisation des Roms était, entre autres formes, consécutive aux effets d'annonce de certains médias locaux qui associaient systématiquement les mots « squat » et « Roms » dans quelques articles, encourageant, par-là, certains lecteurs anonymes à rendre public un discours anti-Roms.



La récupération. Photo: Nasser Tafferant

L'exposition rend compte de hétérogénéité des parcours de vie et de l'épreuve commune d'un squat urbain. Nous avons passé quatre mois – de janvier à avril 2012 – sur le terrain parmi les migrants et quelques suisses cohabitant dans les jardins familiaux de Vidy – du collectif de la Bourdache – jusqu'à leur expulsion définitive. Notre approche se voulait compréhensive, c'est-à-dire que nous voulions saisir les interprétations personnelles et collectives des (més)aventures au quotidien dans et hors du squat. Nous avons mobilisé des techniques sociologiques de recueil d'information en procédant, avec leur accord, à l'enregistrement de témoignages, à des observations distancées et en situation de vie dans les jardins. Nous avons, en outre, pris plusieurs photos témoignant des modalités d'ancrage dans le squat, d'une part, par la façon d'occuper et d'aménager les cabanons, d'autre part, par les formes de sociabilité (liens de famille, de couple, de camaraderie propices à l'entraide, mais aussi rapports de méfiance et, parfois, de tension virulente).

Enfin, l'affaire des jardins familiaux de Vidy ayant fait grand bruit au gré des circonstances liées aux mesures d'expulsion, nous avons porté notre attention sur la manière dont le squat des jardins familiaux de Vidy a été traité politiquement, médiatiquement et perçu par quelques riverains.

Pour quelle raison vous êtes-vous intéressé à ce mode de vie ?

Avant tout, je ferai preuve de prudence avec l'expression « mode de vie », qui ne colle pas du tout à la réalité des destinées individuelles et familiales des migrants que nous avons rencontrés dans le squat. Autrement dit, les habitants des cabanons ne mènent pas une vie de squatteur. C'est le squat qui s'est imposé à eux, par chance d'abord, puisque les cabanons étaient inhabités, par stratégie de survie ensuite, à l'approche des saisons d'automne et d'hiver qui furent rigoureuses. Il a fallu aux habitants beaucoup d'audace, d'inventivité, de confiance en soi et d'entraide pour faire l'expérience du squat dans ces conditions. Certains ont enduré cette épreuve jusqu'à leur expulsion définitive (soit presque une année passée dans les jardins familiaux), d'autres ont pris la route un matin, sans jamais revenir sur leurs pas, en quête d'une situation moins inconfortable ailleurs en Suisse ou à l'étranger. Comprendre leur sensibilité, la manière dont se dessinent les trajectoires, la régulation politique des problèmes d'exclusion sociale..., ce sont là des thèmes qui intéressent chacun des membres de l'équipe ayant participé à cette étude ([Raul Burgos Paredes](#), [Emmanuelle Marendaz Colle](#), et [moi-même*](#)) et, par extension, les équipes du [Pôle de recherche nationale Lives](#) – « [Surmonter la vulnérabilité : perspective du parcours de vie](#) » dont nous sommes membres.

L'exposition a-t-elle suscité une prise de conscience auprès du public et auprès des politiques qui l'ont vue ?

Si nous nous intéressons aux personnes ayant effectué le déplacement pour voir l'exposition – les riverains, les anciens occupants des jardins familiaux, les chercheurs et les étudiants intéressés par la question –, alors je réponds oui. Car l'exposition montre clairement comment, à plusieurs reprises, le traitement politique de l'expulsion du squat a été dysfonctionnel. Concernant la réception de [l'exposition](#) par les acteurs politiques, je ne peux faire de commentaires, ne les ayant pas rencontrés, aussi bien dans les moments de vernissage que lors des visites guidées. Il faut aussi dire que l'exposition n'a pas fait l'objet d'une grande visibilité. En 2012 il y a eu deux installations, une à [l'Université de Genève](#), une autre à [l'EESP de Lausanne](#). Nous espérons que 2013 sera propice à une plus grande visibilité.

Que sont devenus les migrants avec lesquels vous avez été en contact pour votre étude ?



La destruction du squat. Photo: Nasser Tafferant.

Entre janvier et avril 2012, nous avons tissé des liens étroits avec une quinzaine d'individus. Au cours de cette période, certains ont pris la route vers l'étranger soit pour retrouver leur ville d'origine ainsi que leur famille – Roumanie, Espagne –, soit pour bénéficier d'un dispositif d'accueil plus efficace, des actions de solidarité (notamment associatives) et nourrir l'espoir de gagner plus d'argent – dans ce cas la France était une piste privilégiée. S'agissant des personnes qui sont restées jusqu'au terme de l'avis d'expulsion, la perspective de certains a été de se maintenir à Lausanne sans qu'aucune mesure tangible de relogement ne leur soit proposée. Nous avons donc perdu leur trace pour l'ensemble, et avons croisé une personne en situation d'errance urbaine et de mendicité au centre ville.

Parmi les migrants, il y a une majorité de Roms. Quelles sont les structures d'accueil officielles accueillant les Roms pendant la saison hivernale ?

Les structures d'accueil officielles renvoient à celles déjà existantes, lesquelles proposent leurs services aux plus démunis. On peut citer le **Sleep-in** qui offre un gîte pour la nuit, la **Soupe populaire** qui offre le repas du soir et le **Point d'eau** qui permet de laver son linge et de faire sa toilette. Au cours de l'hiver 2012, les occupants des jardins familiaux ont notamment eu recours à la Soupe populaire et au **Point d'eau**. Ils ont cependant affiché une réticence à se rendre au **Sleep-in**, préférant le confort relatif des cabanons et un entre soi plus rassurant. Il existe, enfin, l'association de solidarité **Opre Rrom**, dont le siège se trouve à Lausanne, et qui œuvre à assister les Roms dans leurs combats quotidien contre l'exclusion et leur quête de reconnaissance. Ces acteurs associatifs ont suivi de près l'affaire des jardins familiaux de Vidy, manifestant un soutien indéfectible.

En tant que chercheur, avez-vous des pistes à suggérer pour améliorer les conditions de vie des Roms, améliorer leur image au sein de la population et permettre ainsi d'éviter leur exclusion ?

Aussi modeste que fut notre travail de terrain, notre objectif a été de sensibiliser les citoyens à la question du traitement politique des Roms et des migrants qui ont occupé les jardins familiaux de Vidy. Porter un regard différent, tendre l'oreille, se rendre sur place, s'informer auprès d'associations vouées à accompagner ces communautés laissées pour compte, ce sont là des touches d'attention qui contribuent à briser les jugements de valeur et à faire un grand pas. Je peux citer le cas d'un riverain qui m'avait accueilli à son domicile pour témoigner de la situation du squat dans les jardins familiaux de Vidy. La vue de son balcon donnait sur les cabanons. La proximité des occupants le dérangeait et, comme bon nombre de ses voisins, il perdait patience face à l'expulsion qui tardait à venir. Les choses prirent une nouvelle tournure lorsque la municipalité autorisa les occupants du squat à y passer l'hiver. La personne décida alors de changer de perspective sur la situation de ces voisins d'en bas. Depuis sa fenêtre, il prit le temps de bien les observer. La présence d'enfants dans le froid cinglant de l'hiver le heurta péniblement. Il prit alors la décision d'aller à la rencontre d'une famille et de leur faire don de vêtements chauds, de couvertures et de denrées alimentaires. La famille le remercia chaleureusement et ils finirent par tisser des liens, multipliant les rencontres, les deux parties pouvant communiquer en espagnol. Son jugement devint ainsi plus objectif au fil des semaines. Ce n'était plus la présence des squatteurs qui le gênait, mais les conditions dans lesquelles ils étaient maintenus ici, livrés à eux-mêmes, dans l'indifférence de tous. Il tint alors les décideurs politiques pour responsables de cette situation, il ne fut pas le seul d'ailleurs, d'autres riverains ont manifesté leur désarroi. Certes, l'homme en question souhaitait voir les occupants des cabanons quitter les lieux à la venue du printemps, mais dans le respect de leur dignité. C'est sans doute là un exemple manifeste de compréhension et de sagesse, dans la limite de moyens d'action de chacun.

**Au sein du pôle de recherche NCCR LIVES, Raul Burgos est doctorant, Emmanuelle Marendaz Colle est conseillère en communication, tandis que Nasser Tafferant est post-doc senior.*

Lamin

Membre de la rédaction vaudoise de Voix d'Exils

Infos:

Un cycle de conférences sur le thème de la vulnérabilité dans les parcours de vie est organisé par **le Pôle de recherche national LIVES** et **l'Institut d'études démographiques et du parcours de vie de l'Université de Genève** les jeudis du 21 février au 23 mai 2013.

Ces conférences sont ouvertes au public et l'entrée libre.

Pour en savoir plus, cliquez [ici](#)

Bertrand Teyou : un écrivain et activiste Camerounais actuellement incarcéré en Suisse



Bertrand Teyou. Photo de profil Facebook.

Bertrand Teyou est un écrivain et un activiste Camerounais connu pour son opposition acharnée à l'actuel président du Cameroun Paul Biya. L'été dernier, il a déposé une plainte contre Paul Biya à la **Cour européenne des droits de l'Homme** pour l'avoir jeté en prison et confisqué ses livres. Il a également déposé une plainte pénale en juillet dernier auprès du Ministère public du canton de Genève. Et, il y a à peine trois semaines, l'activiste a signé **une lettre au nom du collectif « Cameroun libre »**, envoyée au gouvernement suisse – le Conseil Fédéral – demandant **purement et simplement l'expulsion de l'actuel chef d'Etat Camerounais de la Suisse**, pays où il séjourne très régulièrement. Aujourd'hui, Bertrand Teyou est emprisonné en Suisse.

Bertrand Teyou, ce Camerounais de 43 ans, avait fait la une des journaux Camerounais et internationaux suite à son arrestation et son emprisonnement en novembre 2010, pour avoir «osé» critiqué la première dame de la République du Cameroun, Chantal Biya, dans son livre intitulé «La Belle de la République bananière: de la rue au Palais». Condamné à deux ans d'emprisonnement ferme pour «outrage à personnalité», entre autres, il avait finalement été libéré six mois plus tard, en demandant «des excuses à la première dame du Cameroun pour l'offense causée par son œuvre», et en payant la somme de 2 millions de francs CFA (environ 4000 francs suisses), selon [le quotidien Camerounais Mutations](#).

«Quand j'ai été emprisonné, COLIBERTE – un collectif regroupant des écrivains du monde entier – a alerté des ONG et il y a eu une mobilisation énergique pour ma libération. [Amnesty International](#) a reconnu que j'étais un prisonnier d'opinion. J'ai été surpris par les courriers et par la détermination à défendre le droit à la liberté d'expression. Et j'ai été libéré après 6 mois. Cela a été une grande victoire et une gifle au tyran. Déclarer, dénoncer et reconnaître la réalité de la situation met en évidence la dictature. Et si on met en évidence cette dictature, on peut la démanteler». Martelait encore l'activiste l'été dernier à Genève, des propos rapportés par [le site amnesty.ch](#).

Après sa libération, Bertrand Teyou avait pris la route de l'exil, atterrissant dans un premier temps au Mexique où, dit-il lors d'un entretien accordé au site d'Amnesty International le 18 juin 2012, il avait été contacté par [ICORN International](#), une organisation qui s'occupe, par le biais de résidences d'écriture, d'écrivains en danger dans leur pays. L'organisation lui avait proposé d'écrire son histoire en résidant à Mexico City. Comme il se trouvait qu'il y avait une place de résidence disponible, Mexico City était alors devenu sa résidence d'écriture en septembre 2011.

«Paul Biya, pire que Hitler»

Arrivé en Suisse en 2012, il s'était notamment engagé avec d'autres Camerounais de la diaspora à «dénoncer ici en Europe, la dictature et le règne de la terreur qui sévit au Cameroun». Lui qui disait de Paul Biya qu'il est «plus dangereux qu'un monstre et même pire que Hitler», s'était

donné pour «défi» de faire expulser Paul Biya de la Suisse. Car, selon lui et ses acolytes, il est inadmissible que le président Camerounais trouve le moyen de passer du bon temps sur les bords du lac Léman, en dilapidant l'argent d'un pays dévasté par son régime de terreur et d'horreur. « Paul Biya vit en véritable prince choyé à Genève, ville où fut conçu le « Mein Kampf » camerounais (« Pour le libéralisme communautaire ») », édité et publié en 1987 par l'éditeur Pierre-Marcel Favre à Lausanne en Suisse. Il y a plus ou moins trois semaines, ce **lauréat du prix Hellman/Hammett 2012**, envoyait **une lettre au Conseil Fédéral à Berne**, en qualité de porte-parole du collectif «Cameroun libre», dans laquelle il demande aux autorités helvétiques d'expulser Paul Biya de Suisse.

Bertrand Teyou « disparaît de la circulation »

Depuis plusieurs jours, ses acolytes n'arrivent plus à entrer en contact avec lui. La rédaction vaudoise a retrouvé sa trace et nous apprenons qu'il est actuellement emprisonné à la prison de Martigny d'où, aux dernières nouvelles, il a été transféré dans un hôpital, à priori suite à une grève de la faim. Il vient d'être interviewé par **Amnesty International** et nous allons l'interviewer à notre tour d'ici quelques minutes pour mieux connaître les raisons de sa détention.

Affaire à suivre.

FBradley Roland

Membre de la rédaction vaudoise de Voix d'Exils

«Les réfugiés, ils ont aussi des voix?»



Une caricature signée:

H. Samy

Membre de la rédaction neuchâteloise de Voix d'Exils

Homer Simpson s'est réfugié en Suisse!



Une caricature signée

H. Samy

Membre de la rédaction neuchâteloise de Voix d'Exils

Crossing death



A young man from Kurdistan is crossing the Mediterranean sea in 2009. Exclusive photo: Voix d'Exils.

I was a little bit lonely during the summer holidays, and maybe that's why I was able to follow the **London Olympics Games**, from the opening ceremony up to the closing. The London Games were going to remain perfect in my mind, if not for the fact that a few days after the closure, I learned that the dream of a Somali athlete, **Samia Yusuf Omar**, had ended in the Mediterranean sea.

I must confess that I only came to know **Samia** through the report of her death, when she died in the sea trying to make her way to Europe, and London in particular to represent her country in the **Olympic Games**. I wonder if she would have been able to participate, or if she would have even struggled with immigration issues? The courage of **Samia from Somalia**, a country torn by war, is not only explained by sport's ambitions but also her sense of survival!

Since the Arab spring erupted in early 2011 in North Africa, the world carries more interest in crossing accidents in the Mediterranean sea. As the Italians and the French were arguing on how they should share the refugee burden, to me, the major interest was the way people, in their quest for survival, undertake hazardous journeys, board over crowded boats, with great risks of drowning and most end up losing their lives, drowning in the dark waters of the sea. The more I tried to read about the sea deaths, the more I was surprised as I learned that on average of 1500 people drown per year as they try to cross from Africa to Europe. This makes these waters, the worst of the world, with the biggest number of dead people annually. Some media suspect that the number might even be doubled since there are many boats that disappear with no recorded number of people on board.

When I reached Switzerland, in August 2011, I met a young man called Abu, who gave me more details about the dangers of crossing the Mediterranean sea. Abu was 25 years old, single, and is originated from Nigeria where he was working in Printing and Press before facing problems that forced him to leave his country. He told me horrific details of his journey, from Nigeria to Morocco, and then later crossing to Europe.

Abu's journey started with the crossing of the hot Sahara desert. He told me how the group of eight people he was part of kept reducing with deaths due to sand and dehydration. They had started off by hiring the services of a gang who had a speedy Land Rover Defender vehicle, which enabled them to cross the Sahara. They had water and other necessities and the initial destination was Morocco, where they could find the boat connection services to Europe.

Lost in the middle of the Sahara desert



After driving for several hundred kilometers, possibly a quarter of the desert, the car broke down. After several manoeuvres to repair the engine, the refugees were told to get out to see if the car could be pushed to start again with less load. The pushing succeeded and the car started. But yes, it was the beginning of the horror, as the two transporters just sped back leaving the refugees stranded more than a hundreds of kilometres inside the desert. They had been robbed of thousands of dollars, which they had paid to be transported to Morocco. Well, food and water had also been removed to reduce the weight in the car. The poor 6 men and 2 girls just realised that they had been conned to their death as they were to later die one by one.

After four days of walking (usually during the nights, to avoid the unbearable sun in the desert), only 3 people were still alive. They had been surviving by drinking their urine and strictly rationed food. Among them was one girl, Abu and another boy. Its was during the night of the fourth day that they were rescued by patrolling moroccan border guards with barely tired, dehydrated, with now skeletal bodies. They were immediately rushed to the Red Cross facility for intensive medical attention to recover from hard beatings of the Sahara. The girl was to later lose her mind, as among those who had died on the way was her brother and her boy friend.

Lost in no man's water sea

Abu did recover from the desert trauma, and spent two years of hard life: sleeping on the streets of a maroccan port, begging money to survive, and doing odd jobs on the black market; hoping one day he would get enough money to pay the boat to Spain illegally organised by gangs in Morocco.



A young man from Kurdistan is crossing the Mediterranean sea in 2009. Exclusive photo: Voix d'Exils

After being rejected several times by the gangs which organise

clandestine journeys to Spain, for lack of sufficient money, a gang leader he had approached fifteen times during his two years in Morocco, finally felt sorry for him. The gang leader told him, "I am taking you on my boat because I feel pity for you. You should have tried to go back to your country, but I know you cannot cross the desert again. Let's agree on one thing: in case of trouble in the sea and if we need to throw things off the boat, you will be the one to be thrown out first, because you have paid the least". Abu promised the man that he would jump into the water voluntarily before being thrown out in the case of trouble.

The journey was expected to take 15 hours if all factors remained constant. First, the boat raised with Abu's fear as it was fully packed. They started off in the afternoon with 70 people on board. Among the refugees was a pastor, who started to pray and assured the trembling travellers of God's protection and then each one started to pray in his or her own language. They all knew that thousands had died in that sea in their attempt to cross to Europe.

The journey started with hours of quietness but for the sobbing of children also present and the constant roar of the boat engine. The majority of women had children, and some had conceived as a result of rape in Morocco or other places where they had passed on their way to Europe. There are gangs who use the desperate girls as sex slaves forcing them into prostitution and some end up getting pregnant.

It was late at night, the sea was dark as hell, in sight of stars in the sky, then fear erupted because suddenly the engine stopped ! After several attempts to re-start the engine in vain, Abu thought that his time of voluntary plunge into the Mediterranean had arrived. The captain ordered all the luggage to be thrown into the water but, in the meantime, he attempted to fix his engine with cries filling the air from the boat's occupants as they waited for their death.

These transporters always rely on 2 things, the compass and the Spanish coastal patrol. There is a point in the ocean where the telephone network is cut out. The transporters usually have two phones, one for Moroccan network and another for Spanish connection.

The engine died unfortunately where neither Morocco nor Spain could be reached via telephone. The option for Spain is always the best, because

if they can call the Spanish rescue services, it means that they are already in Spanish waters, thus Spanish territory. Unfortunately, this time, they belonged to no man's waters.

They had been spotted by the patrol chopper after 3 hours of floating waiting for their final minutes of drowning. The chopper called the vessel and they were officially registered in Spain as refugees. 5 months in economic stricken Spain turned Abu into a beggar again, like he had been in Morocco.

The unpleasant surprise of Europe

While Abu was narrating this story, he was no longer in Spain but in Switzerland. A young intelligent man now getting depressed, because Europe had given him an unpleasant surprise, like many other African immigrants who were living in Spain : living in very inhumane condition in deserted houses, and so on.



The Alps. Photo: f-l-e-x (CC BY-NC-ND 2.0)

As he concluded his tale and no more sure of his fate in the Alpine country where he had moved from the suffering of Spain, he asked me: "Marcus, do you think it is worthy for all the fellow Africans to go through these difficulties to make it way to Europe?" I answered him: "Some have no choice, but to run wherever they can". He then broke down and cried, murmuring how he has wasted 3 years of his youth.

Abu was later arrested and deported to Spain, because of the **Dublin Regulation**, as he had already applied for asylum in Spain. When I was told of his arrest, tears came down my cheeks. The question that came to my mind was: who is to blame of all this? The wars? Poverty? The gross abuse of human rights that lead to thousands of refugees? But then, I stopped thinking because I recalled the biblical quote of Luke, that goes: "Do not judge, and you will not be judged. Do not condemn, and you will not be condemned. Forgive, and you will be forgiven".

La traduction française de ce témoignage paraîtra prochainement sur Voix d'Exils

Marcus

Membre de la rédaction valaisanne de Voix d'Exils